



Le Sud, une région « distincte » et de poids

GINETTE CHENARD

*Chercheuse senior en résidence, relations Québec-États-Unis, Observatoire sur les États-Unis
de la Chaire Raoul-Dandurand*

À l'approche des élections présidentielles de 2012 aux États-Unis, un constat fait l'unanimité : les résultats confirmeront certainement le renversement radical et singulier quant à l'allégeance partisane qui a commencé à s'opérer dans le Sud à partir des années 1950. En 2012, il faut s'attendre à une consolidation de l'emprise du Parti Républicain, parti qui a réussi à renverser, en l'espace d'une génération, ce bloc solide que formait le Parti Démocrate depuis la Guerre civile, en particulier depuis 1877, la fin de la période de la Reconstruction. En conséquence, il convient non seulement de relever l'importance de la question raciale comme facteur clé ayant provoqué un tel changement, mais faut-il aussi retenir que la trame principale de la toile de fond politique et sociale du Sud demeure le conservatisme. Le poids de ces facteurs qui façonnent le caractère distinct du Sud par rapport aux autres régions comporte des incidences pour l'ensemble du pays.

Le Sud recoupe une vaste région, la plus peuplée des États-Unis, qui compte plus de 90 millions d'habitants dont la majorité s'identifie fièrement comme Sudiste, et ce, sans détour de préjugés. *Grosso modo*, elle comprend onze États, dont le Texas, un « État-république », s'il en est un aux États-Unis où les valeurs politiques propres au républicanisme des pères fondateurs semblent les mieux ancrées; l'Oklahoma et l'Arkansas; puis vers l'Est, les États du « *Deep South* » que sont la Louisiane, le Mississippi, l'Alabama, le Tennessee, la Géorgie et la Caroline du Sud; enfin, la Caroline du Nord et la Floride, deux États qui se distinguent par une plus grande diversité de leur base politique, ce qui a fait d'eux des « États bascule » lors des élections présidentielles de 2008 et les seuls États du Sud ayant été remportés de justesse par le Parti Démocrate. Que l'on nomme cette région comme autrefois, la Terre de Dixie (Dixie Land) ou le Pays des États confédérés, le découpage regroupe, à peu de différences près, ces mêmes États.

La question des droits civiques

Lorsque le président Lyndon B. Johnson, un démocrate du Texas, a fait de la lutte pour la défense des droits civiques et la fin des pratiques de ségrégation raciale les principaux axes de son programme de réforme libérale connue sous le nom de « *Grande société* », il était conscient qu'en signant, en 1964, l'« *Acte des droits civiques* », il allait ainsi mettre fin pour de bon à l'ère marquée par le monopole du Parti Démocrate dans le Sud. Pourtant, dès 1948, dans la foulée des changements qui ont émané du *New Deal* et l'énoncé du Parti Démocrate soutenu par Harry Truman en faveur de réformes en matière de droits civiques, un malaise profond s'était d'ores et déjà installé au sein de la classe politique du Sud constituée essentiellement de démocrates

conservateurs de race blanche formant un bastion fort de partisans favorables à un État central de taille réduite, des pouvoirs au profit des États, la liberté individuelle, le respect de la religion chrétienne, etc., autant d'éléments proches d'une vision jeffersonienne de l'organisation de l'État-nation et de la société civile. En forçant une rupture quant à la pratique systémique de la discrimination raciale et l'application des *Lois Jim Crow*, qui caractérisaient toujours les rapports sociaux, économiques, culturels et politiques dans le Sud, le président Johnson s'attaquait donc à tout un système de valeurs sociales prisées par les conservateurs blancs du Sud. Ce sont ceux-là qui avaient constitué ce « bloc solide » pour le Parti Démocrate dans le Sud à l'issue de la Guerre civile et la période de la Reconstruction, pour ainsi traduire avec vigueur leur opposition au Parti Républicain qui avait mis fin à l'esclavage, de même que leur profond ressentiment à l'endroit des généraux de l'Armée de l'Union qui, sous le commandement du président Abraham Lincoln, avaient mené à la victoire des Yankees du Nord contre un Sud profondément amer, meurtri et dévasté.

À partir de 1876 jusqu'en 1948, les démocrates ont remporté les élections dans le Sud avec d'imposantes majorités. En 1948, Strom Thurmond a changé le cours des choses en fondant, en rupture avec le Parti Démocrate, le *Parti Dixie* et en réussissant du coup à se faire élire dans pas moins de quatre États du « *Deep South* », tout cela avant d'effectuer lui-même un changement d'allégeance politique vers le Parti Républicain. Cet homme, figure emblématique de l'opposition du Sud aux droits civiques pendant toute la durée de sa très longue carrière qui s'est poursuivie au Congrès jusqu'en 2003, a alors ouvert la voie à un très grand nombre de politiciens du Sud qui ont fui le Parti Démocrate après 1964, tant ils étaient réfractaires à la mise en œuvre de lois propices à la protection des droits civiques, pour militer au sein du Parti Républicain. Seule exception notoire d'importance, George Wallace, cet autre célèbre opposant aux droits civiques qui s'est fait élire dans cinq États du Sud, en 1968, sous la bannière éphémère d'un nouveau parti politique, et ce, sans pour autant quitter pour de bon le Parti Démocrate. Ce virage partisan bien enclenché à partir des années 1950 qui a fait du Sud une solide forteresse du Parti républicain aux États-Unis s'est, par la suite, consolidé grâce à la « *Stratégie Sudiste* » mise en œuvre par le Président Richard Nixon et à l'influence indéniable de personnages de la scène politique nationale comme Barry Goldwater et le président Ronald Reagan.

Prééminence contemporaine du Parti Républicain

À l'instar d'un bon nombre d'observateurs de la scène politique du Sud, il convient d'établir que l'enjeu racial et son corollaire, le respect des droits civiques, ont déclenché ce changement radical d'allégeance partisane à partir des années 1950. Aujourd'hui, dans ce Sud solidement républicain, la question des droits civiques demeure latente pour plusieurs militants républicains, voire également pour un groupe de démocrates conservateurs, tout hésitants soient-ils encore à signifier ouvertement leur appui à ce mouvement et à justifier certaines facettes de leur parcours politique à cet égard. À l'heure actuelle, la prééminence du bloc républicain se traduit ainsi : tous les sénateurs au Congrès en provenance du Sud sont républicains à l'exception de deux, l'un de l'Arkansas, l'autre de la Caroline du Nord. La majorité des représentants à la Chambre des représentants issus de tous les États du Sud est aussi, quant à elle, d'allégeance républicaine à l'exception de la Caroline du Nord. Parmi tous ces représentants, il est impératif de noter que ceux d'origine afro-américaine ne constituent qu'une mince fraction. De plus, comme la très grande majorité des représentants afro-américains au Congrès en provenance du Sud sont démocrates et qu'il ne reste plus que deux élus démocrates de race blanche dans les six États du

« *Deep South* », il faut convenir que le clivage racial est une tendance lourde dans le Sud et qu'il se perpétue au sein des partis. Ainsi, le président Johnson a eu tort de prédire, ou plutôt d'espérer, que la désaffection du Sud à l'égard du Parti Démocrate, à la suite de l'adoption de l'« *Acte des droits civiques* », ne durerait que le temps d'une génération. En 2010, l'élection pour la première fois depuis la Reconstruction dans un des États du « *Deep South* », en l'occurrence la Caroline du Sud, d'un premier représentant républicain d'origine afro-américaine permet de penser que l'idéologie conservatrice gagne aussi la population afro-américaine. Dans la foulée de l'adoption de la Loi sur le système de santé proposé par le président Obama, James Clyburn, un représentant démocrate de la Caroline du Sud, a voulu souligner l'importance du moment en déclarant que cette loi avait autant de poids, au 21^e siècle, que l'« *Acte des droits civiques* », en 1964; on peut conclure, à la lumière de la vive opposition des républicains et d'un bon nombre de démocrates conservateurs du Sud à l'égard de ce projet de loi, que le bloc républicain est de plus en plus solide dans cette partie du pays.

Le virage politique qui s'est d'abord opéré quant à la représentation du Sud au Congrès, s'est ensuite étendu à l'échelle des États. Aujourd'hui, les seuls gouverneurs démocrates au pouvoir dans le Sud sont celui de la Caroline du Nord dont la réélection pour un second mandat en 2012 est jugée incertaine, et celui de l'Arkansas, terre natale du président Bill Clinton, celui qui a néanmoins réussi dans les années 1990, le temps de deux mandats, à obtenir l'adhésion de cinq États du Sud. Il s'agit là d'un exploit non négligeable étant donné que son élection faisait suite à la « révolution conservatrice » du président Ronald Reagan des années 1980 et à l'élection pour un seul mandat du président George H. W. Bush, lui aussi, un fils du Sud comme Clinton. Depuis la fin des années 1960, le président Jimmy Carter est le seul autre président démocrate en provenance du Sud ayant réussi à déjouer la montée républicaine en se faisant élire, en 1976, dans tous les États du Sud, mais seulement le temps d'un mandat. En plus d'occuper la majorité des postes réservés aux gouverneurs, le Parti Républicain détient également la majorité dans les deux chambres de tous les États du Sud, à la seule exception de l'Arkansas. Si le virage républicain n'a pas encore permis au parti de prendre le contrôle du pouvoir au niveau municipal, c'est que l'organisation politique locale répond à d'autres impératifs de gouvernance et de tradition politique.

Le conservatisme en toile de fond

Au-delà des disparités et des différences qui marquent aujourd'hui les allégeances politiques, il est impératif de souligner que le conservatisme constitue le seul véritable trait commun entre le Parti Démocrate de l'époque et le Parti Républicain d'aujourd'hui dans le Sud. Portée par la nécessaire et inévitable reconnaissance des droits civiques pour toute une population dépourvue de droits, la succession d'un parti par l'autre met en évidence le fait que le conservatisme a prévalu pendant toutes ces années pour se maintenir comme trame de fond politique, culturelle et sociale de cette région des États-Unis. Dans les circonstances, la croissance significative et continue du poids démographique du Sud, tendance confirmée par les résultats des derniers recensements, conjuguée à d'autres statistiques prévoyant notamment qu'une proportion importante des nouveaux résidents aux États-Unis, d'ici les prochaines décennies, s'établira dans les États du Sud, méritent considération. Les enjeux abondent puisque cette croissance démographique s'accompagne de gains proportionnels significatifs au sein du Collège électoral, avec comme résultat probable, voire prévisible, le maintien et même l'amplification de la poussée conservatrice, et ce, dans toutes les facettes qui la définissent, principalement en matière de choix

économiques, fiscaux et de valeurs sociales qui auront à l'avenir encore davantage de répercussions qu'aujourd'hui à l'échelle nationale, en particulier au Congrès qui adopte les lois du pays.

Faut-il donc s'étonner que le Parti Républicain et le Parti Démocrate aient choisi deux villes du Sud, Tampa, en Floride, et Charlotte, en Caroline du Nord, pour tenir leur convention partisane en 2012? Pour le Parti Républicain, les gains à préserver dans le Sud seront révélateurs, car il s'y trouve justement un terreau fertile dans lequel le *Tea Party* recrute des adeptes désenchantés du parti, comme l'ont démontré les élections de mi-mandat de 2010. En ce sens, la Floride demeure un enjeu électoral important pour le Parti Républicain compte tenu de la popularité de son étoile montante, le jeune sénateur Marco Rubio associé au *Tea Party*. Quant à la Caroline du Nord qui a contribué à la victoire du président Barack Obama en 2008, c'est le seul État du Sud où une victoire du Parti Démocrate paraît envisageable. Un tel résultat est possible si la baisse de popularité du *Tea Party*, mesurée récemment par le *Pew Research Center* dans les districts des 60 représentants concernés au Congrès, s'accroît et si les élus du Congrès, y compris les Républicains, continuent d'être blâmés relativement à la crise économique qui affecte durement le Sud.

Le poids du Sud se dégage également dans le cadre du processus des primaires républicaines, compte tenu du nombre important de candidats en provenance de cette région qui ont tenu la route depuis le début. Ainsi, en excluant les candidats peu actifs ou qui se sont désistés, dont l'ex-gouverneur de la Louisiane, Buddy Roemer, quatre des huit principaux candidats qui ont jusqu'ici participé activement aux débats sont des Sudistes du Texas (le gouverneur Rick Perry et le représentant au Congrès Ron Paul) et de la Géorgie (l'homme d'affaires Herman Cain, qui vient tout juste de suspendre sa campagne, et l'ex-président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich). Certains sont proches du *Tea Party*, tandis qu'ils appartiennent tous à l'aile prônant le conservatisme économique et fiscal au sein du Parti Républicain. À tour de rôle, les quatre aspirants du Sud ont réussi à déjouer les prédictions, l'un ou l'autre arrivant à profiter des erreurs ou de la déroute des autres.

Il n'en demeure pas moins vrai que si conserver le Sud est crucial pour le Parti Républicain, l'enjeu principal consiste à faire face au défi suivant : un candidat régional peut facilement gagner le cœur des gens du Sud, comme Mike Huckabee l'a démontré en 2008, mais saura-t-il gagner celui des républicains dans le reste du pays? Là se pose la question du « dosage » du conservatisme chez les candidats en réponse aux enjeux de l'heure; le choix d'un candidat « plus » modéré serait susceptible non seulement de satisfaire l'establishment du parti, mais aussi un plus large pan de l'électorat. C'est là un aspect important du dilemme entre Gingrich et Romney pour les électeurs républicains. Comme les préférences républicaines du Sud sont déjà passées de Perry à Cain, puis de Cain à Gingrich, force est de conclure que le Sud n'est pas vraiment uni derrière un candidat, ce qui contribue, entre autres choses, à la faiblesse de la candidature de Gingrich. Après avoir pratiquement déclaré forfait au début de l'été 2011, le candidat Gingrich pourrait cependant remporter le caucus de l'Iowa, le 3 janvier, un test d'importance, de même que les deux primaires républicaines dans le Sud qui suivront en janvier, celles en Caroline du Sud et en Floride. Les choses seront plus difficiles pour lui quant aux nombreux autres caucus et primaires, et il n'est, par ailleurs, nullement garanti que sa simple qualité d'homme politique du Sud conservateur suffise à lui assurer des victoires décisives lors du fameux « *Super Tuesday* » du 6 mars, dans les États du Sud que sont le Texas, en tête de liste

avec ses 152 délégués, puis la Géorgie, l'Oklahoma, le Tennessee, l'Alabama, le Mississippi et la Louisiane, autant d'États où le vote des groupes religieux compte plus qu'ailleurs au pays, alors que la vie personnelle du candidat fait sourciller plusieurs évangélistes protestants blancs appartenant à ces groupes.

En guise de conclusion, il convient de nuancer quelque peu les affirmations relatives à l'existence d'une mouvance favorable au conservatisme dans le Sud à la lumière d'éléments nouveaux qui forgent aujourd'hui une nouvelle dynamique sociale et animent les élites contemporaines du Sud, surtout celles appartenant au secteur économique. En effet, le Sud est en transition et cherche, en quelque sorte, à prendre sa revanche sur le passé. Il se mobilise et fonce, fort de cette croyance que les forces de l'avenir sont entre ses mains. Désormais, « *The sky is NOT the limit!* », y entend-on. Par ailleurs, la croissance du poids démographique qu'on y observe aujourd'hui est le résultat de déplacements vers le Sud de personnes aux horizons diversifiés, notamment d'origine hispanophone, mais aussi des professionnels, des gens d'affaires et une main-d'œuvre qualifiée et éduquée en provenance du Nord. Des méga métropoles surgissent dans le Sud avec leur soif de diversité et de nouveauté, tandis que les pratiques et les valeurs de leurs habitants forgent peu à peu un nouveau cosmopolitisme qui ne peut qu'enrichir la société de multiples façons et atténuer quelque peu l'impact des forces conservatrices en puissance. En somme, le Sud est cette région en transition qu'il convient d'observer de près pour mieux comprendre et prévoir le sens de l'évolution de la dynamique politique et des valeurs sociales du pays.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies